

ÉDITO

ASSEZ DE JOURNÉES DE GRÈVES SECTORIELLES !

Face aux attaques majeures gouvernementales et patronales, pour accroître notre exploitation et notre précarité, face à leur arrogance de classe dominante, les journées sectorielles successives (routiers, retraité-e-s, fonction publique, métallos) ont de nouveau montré que la colère est partout mais elles ne peuvent créer un rapport de force suffisant.

Elles épuisent et éparpillent la contestation. Les journées de mobilisation doivent être interprofessionnelles, nationales et hebdomadaires si nous voulons construire un mouvement dans la durée et faire converger nos luttes. Si les confédérations nationales ne sont pas capables de le faire alors cela doit venir de la base, par des préavis de grèves lancés par les syndicats locaux et leurs sections d'entreprises, par les Unions Locales, Départementales ou Régionales, par les fédérations. Cela se fait déjà dans pas mal d'endroits. Pourquoi pas à Caen ?

Une coordination de tous les secteurs combatifs doit rapidement s'ébaucher, aussi bien localement, régionalement que nationalement, afin de fixer des dates de mobilisation interpro régulières et des plans d'actions pratiques (manifs, blocages, occupations, actions diverses d'information et d'agitation). La grève passive et les simples manifestations ne peuvent suffire ! Il ne peut y avoir de grève par procuration ! Pas de journées de grève et de manifestations sans actions, même limitées !

Les attaques sont telles (et tellement d'autres sont annoncées) que nous n'avons pas d'autre choix que de nous organiser sérieusement pour tenir, mobiliser et agir dans la durée.

Essayons de nous coordonner de manière souple et pratique afin de passer à l'action dans la mesure de nos moyens, que ce soit tous-tes ensemble ou de manière séparée mais simultanée, coordonnée et solidaire.

Montrons les dents, sortons les griffes car la résignation, la politesse et les protestations symboliques n'ont jamais arrêté les gouvernements et le patronat, n'ont jamais été ce qui a permis aux prolétaires d'affirmer leur dignité et de conquérir de meilleures conditions de vie dans cette société capitaliste.



Pourquoi « Alliance » a été chassée de la manifestation du 10 octobre à Caen

Quelle stupeur de voir parmi les manifestant-e-s qui se regroupaient place Saint-Pierre le 10 octobre, le syndicat de police Alliance, connu pour ses postures très droitières et sa défense active des politiques sécuritaires ! Si effectivement les policier-e-s pouvaient se reconnaître dans cette journée de grève de la fonction publique, pour beaucoup d'entre nous, leur présence était insultante. Ce sont ces mêmes policier-e-s qui pendant le mouvement social de 2016 contre la loi travail, n'ont pas hésité à taper sur les manifestant-e-s, qu'ils soient étudiant-e-s ou syndicalistes, encarté-e-s ou pas, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, etc, provoquant des blessé-e-s par centaines. Comment pouvions-nous supporter la présence d'un corps de fonctionnaires qui demande plus de moyens et de meilleurs salaires mais pour mieux obéir aux ordres, mieux nous taper dessus à la prochaine manif, au prochain blocage, pour allonger leur liste des fiché-e-s ? En début de manif, les voix ne se sont guère élevées. Mais, à la moitié de la manif, le petit cortège Alliance a cru bon de se positionner, par solidarité avec les policiers en tenue émeute qui une nouvelle fois interdisaient à la manif de passer les ponts, FACE aux manifestant-e-s qui protestaient sur le pont. Cette provocation ne resta pas sans suite. La manifestation suivit son cours sur l'Avenue du 6 juin, et spontanément un attroupement d'environ 80 personnes se positionna derrière Alliance et décida de lui mener la vie dure le restant de la manif. Slogans anti-répresseion et injonctions à quitter la manif auront gain de cause, et Alliance s'éclipsa avant la fin, non sans avoir frappé quelques jeunes qui leur chipaient leurs drapeaux syndicaux.

Il est toujours bon de rappeler que ce n'est pas parce que la police a pour mission de maintenir l'ordre public qu'elle est neutre et au service du peuple. Elle sert bien plus à défendre les politiques d'État qu'à faciliter le vivre ensemble. Il est erroné de croire que la police est au service de tous-tes, elle est avant tout au service de la classe dominante, des politicien-ne-s et des haut-e-s fonctionnaires d'État compromis avec les capitalistes. La police est donc une arme politique, comme l'état d'urgence et autres mesures répressives qui s'installent durablement dans l'arsenal législatif sans que grand monde n'y trouve malheureusement beaucoup à redire.

Mobilisation en cours des agent-e-s territoriaux-ales à Caen

La colère monte chez les agent-e-s territoriaux-ales de la Communauté Urbaine (CU) Caen la mer (2000 personnes) et de la ville de Caen (et de son Centre Communal d'Action Sociale, soit 2000 autres agents en plus).

La transformation de la Communauté d'Agglomération Caen la mer en CU en 2017 a entraîné une remise à plat des accords auparavant en place (2001 pour Caen et 2003 pour Caen la mer) et d'avantages acquis lors des luttes de 2011 et 2013, où les dépôts de matériels et de véhicules furent bloqués par les grévistes. Les fusions de collectivités territoriales sont pour celles-ci une occasion systématique d'essayer de rogner les quelques avantages que les agent-e-s territoriaux-ales peuvent avoir. Les logiques de réduction de la masse salariale, d'intensification du travail, d'austérité budgétaire avec moins de gens et de moyens pour faire autant ou plus de boulot (avec toute la souffrance au travail qui va avec) sont à l'œuvre. Les collectivités territoriales sont des patrons comme les autres...

Sont donc remis sur la table par les élu-e-s qui gèrent la CU les conditions de travail, le temps de travail, les conditions d'avancement, les salaires, les primes (censées devenir « au mérite », une arme patronale pour réduire le montant global des primes versées et semer la zizanie parmi les salarié-e-s afin d'affaiblir leur solidarité). Un point qui cristallise particulièrement la tension sociale actuelle est la volonté de supprimer 5 jours de congés annuels qui vont au-delà du minimum du statut des agent-e-s territoriaux-ales, pour les faire passer de 1568 heures annuelles à 1607.

Depuis le 12 septembre, des centaines de territoriaux-ales se mobilisent pour faire monter la pression. Le 12, plus de 800 grévistes étaient recensé-e-s (grève à l'appel de SUD et de la CGT) et 500 d'entre eux et elles étaient rassemblé-e-s devant le siège de la CU sur les Rives de l'Orne pour tenir un barrage filtrant sur le rond-point et réclamer qu'une délégation soit reçue. Leur seul « interlocuteur » fut la police en tenue anti-émeute, flash ball braqués sur les salarié-e-s, prête à charger s'ils et elles ne repassaient pas les ponts de l'Orne alors que la manif en centre-ville venait dans leur direction. Le fait que

les manifs ne passent pas les ponts semble constituer une obsession pour la police, qui doit craindre l'occupation de la gare ou des dégradations du local du FN. Mais elle aurait les moyens d'empêcher ça sans bloquer les ponts... Peut être qu'il s'agit seulement d'humilier le mouvement social en lui interdisant la moitié de la ville... Toujours est-il que cette journée là en dit long sur la vision du « dialogue social » des autorités territoriales.

Le 28 septembre, un rassemblement (appuyé par quelques routiers, chômeurs-euses et étudiant-e-s organisé-e-s et solidaires) réunit 500 agents qui font une « haie d'honneur » sonore et pas vraiment accueillante aux élu-e-s qui venaient participer au Conseil Communautaire. Bruneau, maire de Caen et président de la CU, a fini par accepter de recevoir une délégation syndicale mais a refusé de lâcher quoi que ce soit sur la suppression des jours de congés, présentée comme « non négociable », ou les salaires.

Une nouvelle séance de négociations a eu lieu le 11 octobre. La CU a maintenu sa volonté de supprimer les 5 jours de congés mais a laissé entendre qu'elle était disposée à donner des compensations. Les syndicats réclamaient 500 euros annuels de compensation et divers avantages liés au travail de nuit et à la restauration des agents bossant loin des restos administratifs.

Mais le 12 octobre, les 5 à 600 agents rassemblé-e-s devant la mairie de Caen, qui semblent constituer le « noyau dur » de la mobilisation, ne voulaient majoritairement pas entendre parler de compensation financière mais conserver simplement leurs 5 jours de congés annuels. Nouvelles négociations avec Bruneau qui ne propose que quelques miettes sur la restauration, la monétisation du Compte Épargne Temps... Les orgas syndicales ont unitairement décidé de ne plus assister à ces pseudos négociations et ont déposé un préavis de grève d'un mois. Les agent-e-s sont remonté-e-s. La CU fait la sourde oreille mais pétoche.

Tout semble réuni pour qu'un conflit sérieux éclate. Prochain épisode le 19 octobre avec nouveau rassemblement devant la mairie, à partir de 11H, appuyé par une présence interprofessionnelle en solidarité. On sera là.

FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ

Il est souvent question dans nos slogans en manif de « solidarité ». Oui mais, voilà, « dire n'est pas faire »... Durant les mouvements sociaux, et plus important encore, *entre les moments où se produisent ces mouvements, il nous faut donner vie à nos slogans, les rendre réels par notre action collective.*

Notre isolement dans nos secteurs, nos lieux de travail, d'études, de galère respectifs est une faiblesse importante. Nos luttes doivent essayer de rompre cet isolement. Tracts, communiqués, témoignages sur la lutte et les conditions de travail, articles doivent circuler en dehors de notre simple secteur, être diffusés via internet, réseaux sociaux, émissions de radios locales, des journaux militants, être affichés en ville, diffusés auprès de la population, des usagers, de collègues d'autres sites, d'autres travailleurs-euses de la même zone industrielle, avec un moyen d'entrer en contact (une adresse mail, un N° de portable collectif)... et sans attendre cela, quand une lutte ou une mobilisation se produit, on devrait essayer, individuellement, à quelques potes, avec son collectif ou son syndicat, d'aller à la rencontre de celles et ceux qui la mènent. **Ce travail d'information extérieure, cet effort pour rencontrer des gens en lutte est important car c'est le premier pas pour aller plus loin dans la solidarité,** en permettant des relais d'information auxquels les gens en lutte n'ont pas accès, en offrant des lieux pour se réunir, des moyens de tirages, en venant renforcer des actions, des piquets de grève, des opérations d'information auprès de la population, en aidant à trouver du fric pour la lutte à travers des collectes publiques, des repas collectifs, des concerts de soutien... De telles rencontres sont aussi l'occasion parfois de faire converger des mobilisations ou des luttes simultanées liées à des licenciements, des politiques d'austérité ou même à une simple proximité territoriale.

La solidarité, c'est aussi se serrer les coudes en cas de répression patronale, policière et/ou judiciaire, face à des procès ou des licenciements qui ont parfois lieu des semaines ou des mois après la lutte. Il n'y a pas de bon-ne-s ou de mauvais-e-s manifestant-e-s. Toutes les formes de lutte efficaces (piquets de grève, blocages, occupations, séquestrations, sabotage, se masquer, remettre en route la production au profit de la lutte, se défendre contre la police...), ont depuis longtemps été rendues illégales par le pouvoir.

Construire ces formes de solidarité et de confiance collective prend du temps et de l'énergie mais est indispensable si on veut solidifier notre capacité de lutte. Pouvoir et capitalistes sont organisés de manière permanente pour nous soumettre à leur exploitation, **notre organisation doit également être permanente pour ne pas avoir à tout réimproviser difficilement à chaque mouvement.**

DÉSŒBÉISSANCE COLLECTIVE AU C.A.O. « Deux Choses Lune »

Au Centre d'Accueil et d'Orientation « Deux Choses Lune » à Caen, qui héberge des demandeurs-euses d'asile, la préfecture multiplie les refus d'asile et les Obligations à Quitter le Territoire Français (OQTF).

Une dizaine de familles, avec une vingtaine d'enfants, doivent donc être normalement virées par les travailleurs-euses sociaux-ales qui bossent au CAO. Sauf que ces salarié-e-s estiment ne pas être là pour mettre des gens à la rue. **Ils et elles refusent donc de virer les familles malgré les demandes de la direction nationale de l'association gérant le CAO.**

On relaie un extrait du texte anonyme écrit par une personne qui y bosse : « Par delà le malaise que cette situation crée auprès des familles et des professionnels qui les accompagnent dans leurs démarches vers une vie plus digne, la question se pose quant à ces décisions (plus ou moins arbitraires) qui feront grossir les rangs de ces personnes déjà trop nombreuses dormant dans la rue.

Quid de la moralité quand on sait que des bébés vont dormir dehors cet hiver ou que des familles vont être raccompagnées à la frontière alors qu'elles ont déjà tout perdu. N'est-il pas de notre devoir de réagir, de faire front et de s'unir pour trouver des solutions, apporter notre soutien et de se mobiliser pour s'opposer à ces décisions prises par des bureaucrates gestionnaires dont le contact avec ces familles n'est que superficiel ? »



RÉPRESSION...

- 23 septembre, Calais, « journée internationale pour la paix », un cortège pacifique de 200 personnes démarre avant d'être encerclé au bout de 30 mètres par des CRS qui viennent au contact et matraquent. Plusieurs blessé-e-s. Des gens jetés à terre. 4 gardes à vue, une perquisition chez un militant le lendemain, 2 comparutions immédiates et 2 autres procès plus tard.

- 27 septembre, Montreuil, des parents d'élèves qui manifestent devant la grille d'une usine mécanique polluante, utilisant du chrome cancérigène, à une trentaine de mètres de l'école de leurs enfants (3 cas de leucémies infantiles détectés dans les rues alentours) sont brutalement dispersés par la police et la BAC : gazage à la grenade, coups, personnes jetées à terre. 2 parents sont interpellés, mis en garde à vue et déferés en comparution immédiate devant un juge.

- 2 octobre, une manifestation de personnels hospitaliers termine devant le siège de l'Administration Publique des Hôpitaux de Paris car un Comité technique d'Établissement Central s'y tenait et présentait le bilan « social » de l'année. Les manifestant-e-s posent 5 cercueils en cartons représentant 5 suicides récents de collègues en liaison avec la dégradation des conditions de travail et ils/elles commencent à brûler les photocopies du rapport « social » officiel. Il n'en faut pas plus à la police pour qu'elle charge le cortège en passant les premiers rangs à la gazeuse à main.

- 4 octobre, Egletons, une manif des salariés et licenciés de GM&S, équipementier automobile dont le repreneur vient de licencier 156 personnes sur 276, cherche à approcher une visite officielle de Macron. Les gendarmes mobiles font barrage et aspergent les premiers rangs à la gazeuse à main.

- 10 octobre, blocage du lycée Bergson à Paris. Quelques poubelles brûlent. La police embarque 2 collégiens (un est en 5ème !) et 2 lycéens, qui font tous 48H de garde à vue dans des conditions rendues très pénibles par le comportement de policiers : multiples insultes homophobes ou racistes (un lycéen est noir), mains au cul pendant des pseudo-« fouilles », menaces de leur « retomber dessus ». Les 2 lycéens passent ensuite au tribunal en comparution immédiate. Les syndicats SUD, CGT et CNT éducation-Paris ont publié un communiqué commun de soutien aux jeunes.

Décidément, non ! Les policier-e-s ne sont pas des camarades de lutte.

CHASSE AUX D.R.H. AU BOIS DE BOULOGNE

Le 12 octobre avait lieu au Prê Catelan, un fort luxueux bâtiment situé dans le bois de Boulogne, le 34ème Congrès des Directeurs-rices des « Ressources Humaines » des plus grandes entreprises françaises. Plein de beau monde, avec du beau linge, grassement payé à faire transpirer les autres. **Deux jours de congrès à 2600 euros par tête (eh oui on fait pas partie de la même classe et on vit pas sur la même planète...)** avec, cerise sur le gâteau, la venue annoncée de Muriel Pénicaud, ministre du travail. Hélas, **200 agitateurs-rices, syndicalistes et radicaux-ales mélangé-e-s, ont gâché la fête. Ooooooh, comme c'est triste...** Pendant qu'un rassemblement animé par SUD avait lieu plus loin, un groupe masqué, a réussi à approcher le bâtiment, malgré l'important dispositif policier. Plusieurs voitures de DRH, très belles et très chères, ont fini en flammes.

Comme la police avait l'air ridicule, elle a arrêté plein de monde dans le rassemblement qui avait lieu plus loin. Mais les témoignages policiers avaient l'air tellement faux que même le procureur a fini par laisser tomber les accusations contre 5 camarades mis en garde à vue.

La ministre a annulé sa visite, laissant les DRH très déçu-e-s. **Certain-e-s auraient même demandé à être remboursé-e-s.**

Eh oui, parfois la vie est bien dure...

Bons baisers de Normandie

L'heureuse nouvelle est tombée fin septembre: Jean-François Papineau, Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Calvados (ou, plus civilement, le grand patron de la maison pouloga du coin), est muté dans l'Essonne.

Pour dresser le portrait du personnage, Papineau c'est le super fonctionnaire qu'on envoie quand ça décoince dans la boutique, un fou furieux de l'ordre, de la discipline. Rien ne doit déborder, dans le comico comme dans la rue. Ainsi lors du mouvement contre la loi travail, en 2016, il fut le responsable direct ou hiérarchique d'une violence policière inédite.

On se souvient tou-te-s de ses interpellations musclées, de la violence déployée lors d'une occupation pacifique de la direction départementale du travail (à l'encontre des camarades comme des employé-e-s) et des 22 gardes à vue ayant suivies pour des raisons fallacieuses. On se souvient aussi d'une Nuit Debout, où les brigades de répression éclusèrent leurs stocks de violence et de lacrymogènes pour « tapage nocturne » mais où Papineau finit, comment dire ?, **un peu piétiné...**

Papineau, c'est le shérif zélé qui, par un usage préventif et intensif de la violence et de l'intimidation, a dissous dans la peur les volontés de débordement de beaucoup. Nous souhaitons donc bon courage aux camarades de l'Essonne, quant à son remplaçant, nous lui transmettons ce message: *Vous ne serez jamais le bienvenu.*

L'Initiative pour la Convergence des Luttes (ICL) de Caen a pour objectif d'aider à sortir les luttes sociales de leur isolement en menant un travail d'information, en lançant des actions de solidarité, en contribuant à mettre en liaison les luttes entre elles. Le collectif est indépendant des partis et syndicats et fonctionne en démocratie directe, les décisions sont prises en assemblée et mises en œuvre par des commissions de travail.

L'ICL développe ses activités sur des bases antiracistes, antisexistes, anticapitalistes, de lutte de classe. Sur ces bases, bienvenue à toute personne intéressée.